

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES : DIAGNOSTIC DRIPP, INSPECTION ET CAT

Passé au terme d'une procédure formalisée définie aux articles L2124-1 et R2124-1 et suivants du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

CCAP N° DRIHL-IF-PRLHI-DIAG-2026

Pouvoir adjudicateur

Monsieur le Préfet de la région Île-de-France

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement – direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, 5 rue Leblanc, 75911 Paris cedex 15.

(Arrêté du 2 octobre 2023 portant délégation de signature au Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement de la région d'Île-de-France en matière d'ordonnancement secondaire)

Objet du marché

Marché de prestations de missions de Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et de préconisations relatives au traitement palliatif de l'accessibilité au plomb, jusqu'à l'inspection des locaux avec mesures avant, pendant et après travaux (CAT – contrôles après travaux) dans le cadre des procédures de lutte contre le saturnisme prévues par les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R1334-1 à R1334-9, R1334-13 et R32-2 du Code de la santé publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications	8
1-3. Durée de validité du marché	9
1-4. Point de départ du délai d'exécution	10
1-5. Passation des commandes	10
1-6. Allotissement	12
1-7. Décomposition en tranches	12
1-8. Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité.....	12
1-9. Protection de l'environnement, sécurité et santé	13
1-10. Clauses environnementales :.....	13
1-11. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	14
1-12. Assurances.....	16
1-13. Bons de commande	16
1-14. Sous-Traitance :.....	16
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	18
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	18
3-1. Tranche(s) conditionnelle(s).....	18
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	18
3-3. Variation dans les prix.....	20
3-4. Paiement direct des sous-traitants	22
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES	23
4-1. Durée du marché et délais d'exécution	23

4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	23
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	24
5-1. Retenue de garantie	24
5-2. Avances.....	24
ARTICLE 6. EXÉCUTION DU MARCHÉ	25
6-1. Conditions d'exécution	25
6-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	25
ARTICLE 7. ADMISSIONS ET GARANTIES	26
7-1. Admission.....	26
7-2. Garantie des prestations.....	27
ARTICLE 8. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION	27
8-1. Fusion-absorption	27
8-2. Résiliation pour manquement, exclusion ou motif d'intérêt général	27
8-3. Cessions et transferts conventionnels entre titulaires	28
ARTICLE 9. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	29

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG-PI).

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Le présent marché a pour objet la **réalisation de missions de Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et de préconisations relatives au traitement palliatif de l'accessibilité au plomb, ainsi que l'inspection des locaux avec mesures avant, pendant et après travaux (CAT – contrôles après travaux), dans le cadre des procédures de lutte contre le saturnisme**, prévues par les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R1334-1 à R1334-9, R1334-13 et R32-2 du Code de la santé publique.

Ces prestations sont réalisées dans le cadre le cadre de :

- * l'article 123 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion (articles L.1334-1 et suivants du Code de la santé publique), suite à une injonction préfectorale relative à la lutte contre le saturnisme infantile ;
- * des dispositions relatives à la sécurité et à la salubrité des immeubles, locaux et installations prévues par les articles L.511-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

L'objectif du présent marché est de repérer le risque saturnin, par :

- l'identification des situations à risque (DRIPP) ;
- la préconisation de traitement palliatif de l'accessibilité au plomb : la localisation des peintures dégradées et écaillées à couvrir ;
- l'inspection des zones traitées en peinture ;
- la vérification de l'absence de risque résiduel après travaux, notamment le contrôle des mesures de concentration surfacique de plomb dans les poussières, contrôle après travaux (CAT).

Ces actions s'inscrivent dans une démarche globale de lutte contre l'insalubrité et de protection et préservation de la santé et de la sécurité des occupants,

notamment celle des populations « à risque », à savoir notamment les mineurs et femmes enceintes concernant le risque saturnin.

Afin d'assurer l'efficacité des interventions, le titulaire mettra en place un suivi rigoureux des adresses et assurera une coordination opérationnelle avec l'AMO, le titulaire du marché de travaux d'offices (TO) et le titulaire du marché d'assistance sanitaire sociale (ASS), notamment en vue de l'éloignement temporaire des ménages lorsque cela s'avère nécessaire.

Dans ce cadre, lorsque les logements présentent concomitamment des situations d'insalubrité liées au plomb, à l'humidité ou à des fuites, ou tout autre désordre signalé, il pourra être pertinent de réaliser l'ensemble des travaux au cours d'un même chantier, afin de garantir leur pérennité. Le titulaire du présent marché devra dès lors assurer une coordination étroite avec l'AMO.

Les mesures réalisées dans le cadre du présent marché ne se substituent pas aux mesures que les entreprises peuvent être amenées à effectuer pour apprécier l'exposition de leurs travailleurs (plomb, amiante ...).

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes, conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique (CCP), émis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le présent marché de prestations intellectuelles comprend les cinq missions suivantes :

- **Mission 1 : Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et préconisations du traitement palliatif de l'accessibilité au plomb sur les peintures dégradées ou écaillées ;**
- **Mission 2 : Actualisation du DRIPP ;**
- **Mission 3 : Inspection et mesures de la concentration surfacique de plomb dans les poussières avant travaux ;**
- **Mission 4 : Inspection et mesures de la concentration surfacique de plomb dans les poussières pendant travaux ;**
- **Mission 5 : Inspection et mesures de la concentration surfacique de plomb dans les poussières après travaux de traitement de l'accessibilité au plomb - Contrôle Après Travaux (CAT).**

Ces missions portent sur :

- **Le diagnostic (DRIPP) dans les logements et parties communes d'immeubles à usage d'habitation (articles L.1334-1, L.1334-2, L.1334-5 et R.1334-4 du Code de la santé publique et arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication au plomb par les peintures) ;**

- **Les préconisations sur le traitement palliatif de l'accessibilité au plomb sur les peintures dégradées ou écaillées** (articles L.1334-2 et R.1334-4 à R.1334-6 du Code de la santé publique).
- **L'établissement de la grille insalubrité** Anah/DGS (lien insalubrité / saturnisme) ;
- **L'inspection du traitement de l'accessibilité au plomb réalisé et le contrôle des mesures de concentration surfacique de plomb dans les poussières des locaux avant, pendant et après travaux** prévus par l'article 123 de la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion (articles L. 1334-1 et L.1334-2 du Code de la santé publique, et les articles L.511-1, L.511-14 et L.511-19 du Code de la construction et de l'habitation).

Les prestations devront être conformes :

- aux normes françaises homologuées ou équivalentes ;
- à l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L.1334-2 du Code de la santé publique ;
- à l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures.

Les opérateurs doivent répondre aux conditions fixées par l'**arrêté du 7 décembre 2011** modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb et agréées pour réaliser des diagnostics plomb (DRIPP) dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Les opérateurs devront ainsi justifier de disposer d'une certification avec mention, condition leur permettant de réaliser les contrôles après travaux en présence de plomb dans le cadre des mesures d'urgence de lutte contre le saturnisme infantile définies par les articles L. 1334-1 et R.1334-11 du Code de la santé publique.

Les prestations s'inscrivent dans le cadre de la réglementation en vigueur, notamment :

- le Code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019 ;
- le Code du travail ;
- les articles L.1334-1 et suivants du Code de la santé publique
- l'ordonnance n°2020-1140 du 16 septembre 2020 relative à la simplification de l'harmonisation des polices, immeubles locaux et installations (J.O du 17 septembre 2020), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021, prise sur le fondement de l'article 198 de la loi ELAN du 23

novembre 2018 portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique ;

- l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique
- l'article 123 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion
- les articles L.511-1 à L.551-22 du Code la construction et de l'habitation relatifs à la sécurité, salubrité des immeubles locaux et installations
- le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique ;
- l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), applicable à compter du 1er octobre 2021, et abrogeant l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- l'arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures, pris en application de l'article R.1334-4 du Code de la santé publique et selon la méthodologie décrite en son annexe ;
- l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L.1334-2 du Code de la santé publique ;
- la circulaire interministérielle DGS/EA2 n°2007321 du 13 août 2007 relative au dispositif de lutte contre le saturnisme infantile ;
- l'instruction DGS/EA1/EA2/EA3/EA4 n°2016/283 du 21 septembre 2016 relative au diagnostic de lutte contre le saturnisme infantile et de réduction des expositions au plomb ;
- les articles et décrets d'application de la loi n°2024-322 du 9 avril 2024 sur l'accélération de la rénovation de l'habitat dégradé
- la circulaire interministérielle du 2 juin 2025 relative à la mobilisation renforcée dans la lutte contre l'habitat indigne
- toute la réglementation correspondante en vigueur et à venir dans la mesure où celle-ci ne remet pas en cause l'équilibre du marché.

Le titulaire devra constamment s'informer de l'évolution de la réglementation, tant sur les procédures concernées par son intervention, que sur le droit des occupants en matière de lutte contre l'habitat indigne. Les services de l'État

porteront une attention scrupuleuse au respect des textes lors de l'exécution de ces missions.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- le département de Paris (75)
- le département de la Seine et Marne (77)
- le département des Yvelines (78)
- le département de l'Essonne (91)
- le département des Hauts-de-Seine (92)
- le département de Seine-Saint-Denis (93)
- le département du Val-de-Marne (94)
- le département du Val d'Oise (95)

La description détaillée des prestations, leurs spécifications techniques et l'ensemble des productions attendues figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire du marché :

- pour le lot n°1 (92) : Le Directeur de l'Unité Départementale de l'Hébergement et du Logement des Hauts-de-Seine (92)
- pour le lot n°1 (78) : Le Directeur de l'Unité Départementale de l'Hébergement et du Logement des Yvelines (78)
- pour le lot n°2 (75): La Directrice de l'Unité Départementale de l'Hébergement et du Logement de Paris (75)
- pour le lot n°3 (93) : Le Directeur de l'Unité Départementale de l'hébergement et du logement de Seine-Saint-Denis (93) pour les communes de Aulnay-Sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Bondy, Le Bourget, Clichy-sous-Bois, Coubron, La Courneuve, Drancy, Dugny, Epinay-sur-Seine, Les Lilas, Livry-Gargan, Montfermeil, Noisy-Le-Sec, Pantin, Les Pavillons-sous-Bois, Pierrefitte-sur-Seine, Le Pré-Saint-Gervais, Le Raincy, Sevran, Stains, Tremblay-en-France, Vaujours, Villemomble, Villepinte, Villetaneuse)
- pour le lot n°3 (95) : le Directeur Départemental des Territoires du Val d'Oise pour les communes du Val-d'Oise

- pour le lot n°4 (93) : Le Directeur de l'Unité Départementale de l'hébergement et du logement de Seine-Saint-Denis (93) pour les communes de Bagnolet, Bobigny, Gagny, Gournay-sur-Marne, L'Île-Saint-Denis, Montreuil-sous-Bois, Neuilly-Plaisance, Neuilly-Sur-Marne, Noisy-Le-Grand, Romainville, Rosny-Sous-Bois, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine.
- pour le lot n°5 (94) : La Directrice de l'Unité Départementale de l'hébergement et du logement du Val de Marne
- pour le lot n°5 (77) : Le Directeur Départemental des Territoires de Seine et Marne
- pour le lot n°5 (91) : La Directrice Départementale des Territoires de l'Essonne

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans le dossier de candidature, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

L'article 3.1 du CCAG-PI s'applique.

1-3. Durée de validité du marché

La durée de validité du marché est de 12 mois, renouvelable trois fois, à compter de sa notification.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à l'expiration de cette durée.

Le marché est reconductible tacitement selon la périodicité suivante :

Période	Durée
Période ferme	12 mois
Reconduction n° 1	12 mois
Reconduction n° 2	12 mois
Reconduction n° 3	12 mois

Si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer dans un délai d'au moins un mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

1-4. Point de départ du délai d'exécution

L'exécution du présent marché prendra effet à sa notification par PLACE par le représentant du pouvoir adjudicateur au candidat sélectionné.

Le délai global du marché/accord cadre à bon de commande est fixé dans l'acte d'engagement (AE) et ne peut en aucun cas être changé.

Les délais sont fixés en mois ou en jours calendaires, dans les conditions fixées à l'article 3.2 du CCAG-PI.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, le délai d'exécution part de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution des prestations ou de la date de notification de cette décision si celle-ci est postérieure.

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Les délais de réalisation des missions de ce marché sont spécifiés dans les tableaux du CCTP, au 3.3.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG-PI dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-5. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées par voie électronique sous forme de bons de commandes signés par un responsable de l'UD DRIHL ou la DDT, habilité par le représentant du pouvoir adjudicateur :

- pour le lot n°1 (92 et 78) : Le Directeur de l'Unité Départementale de l'Hébergement et du Logement des Hauts-de-Seine (92) et la Directrice Départementale des Territoires des Yvelines (78)
- pour le lot n°2 (75) : La Directrice de l'Unité Départementale de l'Hébergement et du Logement de Paris (75)
- pour le lot n°3 (93 et 95) : Le Directeur de l'Unité Départementale de l'Hébergement et du Logement de Seine-Saint-Denis (93) et le Directeur Départemental des Territoires du Val d'Oise (95)
- pour le lot n°4 (93) : Le Directeur de l'Unité Départementale de l'Hébergement et du Logement de Seine-Saint-Denis (93)
- pour le lot n°5 (94 et 91 et 77) : La Directrice de l'Unité Départementale de l'Hébergement et du Logement du Val de Marne (94) et la Directrice

Départementale des Territoires de l'Essonne (91) et le Directeur Départemental des Territoires de Seine et Marne (77).

Les bons de commande seront adressés au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Dans les 48 heures suivant la réception de la commande, le titulaire du marché retourne au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de la commande datée du jour de réception, tamponnée et signée (confirmation de la réception de la commande scannée et envoyée par voie électronique).

Chaque bon de commande comportera *a minima* les précisions suivantes :

- La durée de la période de préparation ;
- Le délai d'exécution de la ou les missions ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le coût total par élément de mission et le coût total des prestations en un montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le numéro et la date du jour du bon de commande ;
- La référence de l'accord-cadre et le N° d'engagement juridique (EJ) ;
- La désignation du RPA ou du responsable habilité ;
- L'adresse de facturation ;
- Le ou les immeuble(s) concernés par la commande (parties communes ou localisation du logement) et leurs adresses ;
- Le lieu d'exécution et la ou les localisations des intervention(s) ;
- Le détail de la ou des mission(s) à réaliser ;
- Toute information ou documents utiles au bon déroulement de la mission : par exemple, rapports de diagnostic DRIPP ou grilles ou arrêtés de traitement de l'insalubrité, les noms et adresses des syndic ou du ou des (co)-propriétaire(s).

Les bons de commande pourront être adressés par courrier électronique pendant les jours et heures ouvrables, du lundi à partir de 08H00 au vendredi à 18H00.

Le représentant du pouvoir adjudicateur confie au titulaire du marché, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, précisée dans l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations et missions définies dans ce marché, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Les prestations seront réglées sur la base des quantités réellement exécutées (exemple : nombre de logements réellement traités, ...).

L'annulation totale ou partielle d'une commande peut être décidée par la personne publique et ne donnera lieu à aucune indemnité.

1-6. Allotissement

Le besoin homogène de services est alloti, les prestations définies au CCAP sont réparties en **5 lots**.

Les minima et maxima de chaque période du marché à bons de commande sont fixés ainsi :

Lot	Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Lot 1 – 92-78	Aucun	Aucun	275 000 €	330 000 €
Lot 2 - 75	Aucun	Aucun	300 000 €	360 000 €
Lot 3 - 93-95	Aucun	Aucun	260 000 €	312 000 €
Lot 4 - 93	Aucun	Aucun	250 000 €	300 000 €
Lot 5 – 94-77-91	Aucun	Aucun	345 000 €	414 000 €

Les éléments de missions seront rémunérés par application du bordereau de prix et des quantités réellement exécutées des prestations indiquées dans chaque bon de commande notifié au titulaire.

Les prix TTC sont renseignés avec la taxe à 20 %.

1-7. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1-8. Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

1-8.1. Obligation de confidentialité :

L'article 5.1.1 du CCAG-PI sur l'obligation de confidentialité rappelle que :

« Le titulaire du RPA et le RPA ou les UD DRIHL-DDT qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. »

Le titulaire du marché s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le RPA ou les UD DRIHL-DDT et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.1 du CCAP.

1-8.2. Protection des données à caractère personnel :

Des mesures de confidentialité sur les données liées aux familles rencontrées (article 5.1 du CCAG-PI) sont obligatoires.

En outre, le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (appelé communément « le règlement européen sur la protection des données »).

Les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer les opérations de traitement de données à caractère personnel sont précisées à l'article « 5.2. Protection des données à caractère personnel » du CCAG-PI.

La signature de l'acte d'engagement vaut engagement au respect des dispositions relatives à la protection des données.

1-8.3. Mesures de sécurité

Des mesures de sécurité spécifiques pour une intervention en milieu plombé sont à prendre en compte.

1-9. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire du marché veille au respect des mesures législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

1-10. Clauses environnementales :

Une organisation et une optimisation des déplacements professionnels pendant l'exécution du contrat sont demandées (visioconférence, usage des transports en commun, covoiturage des collaborateurs dans la mesure du possible, etc.), chaque fois que les exigences techniques n'imposent pas d'autre méthode.

Le titulaire du marché précisera les économies d'énergie effectuées au sein de leur équipe et dans l'exécution des missions.

1-11. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire du marché est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire du marché doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire du marché est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire du marché s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-11.1. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire du marché est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire du marché doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire du marché s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues par l'article R.2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°duayant pour objet.....

Ceci concerne la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 364 du présent § CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au RPA une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

- Les obligations qui s'imposent au titulaire sont prévues à l'article 6 du CCAG-PI.

- Ces obligations sont celles prévues par les lois règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail cette main-d'œuvre du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

-Le titulaire du marché est également lié au respect des stipulations des 8 conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (O.I.T).

1-12. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1-13. Bons de commande

Le bon de commande est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

1-14. Sous-Traitance :

1-14.1. Principes généraux

Lorsqu'il ne dispose pas de tous les moyens et de toutes les compétences pour exécuter les différentes prestations de son marché, le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve :

- de l'acceptation du ou des sous-traitants par le RPA,
- de l'agrément par le RPA des conditions de paiement de chaque sous-traitant.
- de ne pas attribuer la totalité du marché aux sous-traitants.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le formulaire DC4.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-3 du CCP

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (article R.2193-1 du CCP) ;

- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du Code du Travail et du CCP.
- les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens, références et compétences) ;
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.
- Si le sous-traitant est assujetti à l'obligation définie à l'article L.5212 du Code du Travail en matière d'emploi des handicapés,
- Une copie de la déclaration annuelle relative aux emplois occupés au sein de l'entreprise par des handicapés visée à l'article L.5214,
- OU s'il en est redevable, une copie de la contribution annuelle des fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés visée aux articles L.5214-2, L.5214-19 du Code du Travail.

Toute personne, non salariée, intervenant pour le compte d'un membre du groupement ou toute société intervenant dans l'exécution du marché, sans faire partie du groupement, constitue un sous-traitant.

Aucun sous-traitant ne peut intervenir dans le cadre du marché sans avoir été accepté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, qui agréé ses conditions de paiement.

Tout sous-traitant dont le contrat de sous-traitance excède 600 € TTC doit bénéficier du paiement direct (cf. articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP).

Lorsque le titulaire du marché ne se conforme pas à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, il encourt les pénalités forfaitaires prévues à l'article 3.4 du présent CCAP.

1-14.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire qui envisage d'en sous-traiter une partie, demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement en fournissant les pièces justificatives citées au 1-14.1.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le RPA notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître au RPA le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Les bons de commande sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.7 du CCAG-PI.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR ECOM2106874A) ;
- Le détail estimatif (DE) des prix unitaires et / ou forfaitaires et le bordereau des prix unitaire (BPU) ;
- Le cadre de réponse du volet technique (RVT) de l'offre à remplir par le candidat.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1 Détermination des prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois (mois zéro) correspondant au mois qui précède la date de remise de l'offre.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 3-3 du CCAP.

Le besoin homogène de services est alloté, les prestations définies au CCAP sont réparties en **5 lots**.

3-2.2. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG-PI sont seules applicables.

3-2.3. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.4. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché dérogent aux articles 11 et 12 du CCAG-PI.

La périodicité des règlements sera mensuelle.

Le titulaire du présent marché doit transmettre une facture mensuelle ou une facture par bons de commande selon les directives du RPA reprenant sur un même document (sous forme de tableau récapitulatif) tous les bons de commande à payer. Pour chaque bon de commande, il doit identifier clairement les missions facturées.

3-2.5. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

3-2-5.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat : 11000201100044
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » : CGFB200094
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le document « nom du modèle de pièce jointe à la facture » annexé au CCAP, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

3-2-5.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du règlement de la consultation (RC).

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'indice de référence

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

ICHTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – tous salariés

Il est publié sur le site internet de l'INSEE ;

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_m = 0,15 + 0,85 \times (I_m / I_0)$$

La révision des prix est effectuée à la **date d'anniversaire de notification du marché avec** :

I_0 = Valeur de l'**indice mensuel du coût horaire du travail révisé** du mois d'établissement des prix

I_m = Dernière valeur connue de l'**indice mensuel du coût horaire du travail** à la date de révision des prix

Pour la mise en œuvre de la formule, les calculs sont effectués avec au maximum 2 décimales par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-PI. Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Pour chaque reconduction du marché, le RPA transmettra au titulaire, avant la date anniversaire du marché, le bordereau des prix intégrant les prix révisés.

Les prix révisés seront applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché.

L'accusé de réception par voie électronique vaudra preuve de bonne réception et d'acceptation du nouveau bordereau des prix, sauf contestation écrite et motivée du titulaire dans un délai de 15 jours à compter de sa réception.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le RPA du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (articles 283 et 283 bis) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation

par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et le CCTP.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités sont calculées sur la base du **montant HT de la ou des missions concernées**, tel qu'indiqué au bordereau des prix.

Le RPA se réserve le droit d'appliquer les pénalités **sans préjudice de l'exécution complète des prestations**, de la reprise des prestations non conformes aux frais du titulaire, ou de toute autre action prévue au marché.

4-2.1. Types de pénalités applicables

Les pénalités sont appliquées selon la nature du manquement constaté, conformément au tableau ci-après.

Manquement constaté	Montant
Non-respect des délais d'intervention contractuels	100€ HT par jour calendaire de retard
Retard dans la remise du rapport ou des livrables contractuels	50€ HT par jour calendaire de retard
Exécution partielle de la mission	30€ HT par jour calendaire de retard
Exécution de la mission non conforme aux règles de l'art	100€ HT par jour calendaire de retard

4-2.2. Non-conformité et reprise des prestations

En cas d'exécution non conforme aux règles de l'art ou aux prescriptions contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra exiger la **reprise totale ou partielle des prestations**, sans frais supplémentaires pour lui et dans un délai qu'il fixe.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, les pénalités prévues ci-dessus pourront être appliquées, sans préjudice de la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

4-2.3. Plafond des pénalités

Le montant total des pénalités appliquées ne pourra excéder **10 % du montant HT du montant maximum du lot du marché**.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Une avance de 30% est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT d'un bon de commande est supérieur à 10 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la part des bons de commande qui ne font pas l'objet de sous-traitance.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DU MARCHÉ

6-1. Conditions d'exécution

6-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

6-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le RPA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

6-1.3. Mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

6-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Des mesures de sécurité spécifiques pour une intervention en milieu plombé sont à prendre en compte.

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du Code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre.

ARTICLE 7. ADMISSIONS ET GARANTIES

7-1. Admission

Aucune stipulation particulière.

7-1.1. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le RPA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

7-1.2. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le RPA estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG-PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

7-1.3. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2 du CCAG-PI, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7-1.4. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 8. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION

8-1. Fusion-absorption

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA les éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal et par l'envoi d'un nouvel acte d'engagement signé.

A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG-PI.

8-2. Résiliation pour manquement, exclusion ou motif d'intérêt général

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39.1 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

De plus, en cas d'évolution législative ou réglementaire ou suite à la décision d'une collectivité territoriale retirant la compétence liée au saturnisme ou à l'insalubrité au représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché ou à l'État de façon plus générale, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché sans indemnisation du titulaire, avec application d'un préavis de deux mois après notification de la décision de résiliation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché pour cause d'intérêt général sans indemnité.

8-3. Cessions et transferts conventionnels entre titulaires

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché conformément à l'article 39.1 h) du CCAG-PI et demander au titulaire du marché de proposer une substitution par un avenant de transfert de ses missions à un ou plusieurs titulaires d'un autre lot de ce marché dans les conditions de l'article R2194-6.

Dans le cadre du présent accord-cadre multi-attributaires, un titulaire peut transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titulaire d'un autre lot, sous réserve des conditions suivantes :

- Le transfert ne porte que sur des prestations identiques ou complémentaires à celles initialement attribuées au cessionnaire.
- Le cessionnaire dispose des capacités techniques, financières et juridiques pour assurer les prestations transférées, conformément aux critères de sélection initiaux.

Tout transfert est soumis à une notification préalable à l'acheteur avec :

- Un accord écrit entre le cédant et le cessionnaire, précisant l'objet du transfert, les modalités de continuité du service, les engagements du cessionnaire à respecter les clauses de l'accord-cadre
- Les justificatifs des capacités du cessionnaire

En cas d'acceptation, l'acheteur notifie son accord par écrit et un avenant de transfert modificatif est signé entre toutes les parties.

ARTICLE 9. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG-PI :

§CCAP 1-4	déroge à	l'article 13.1.2 du CCAG-PI
§CCAP 2	déroge à	l'article 4.1 du CCAG-PI
§CCAP 3-2.4	déroge à	L'article 11 et 12 du CCAG-PI
§CCAP 3-3	déroge à	l'article 14.2 du CCAG-PI
§CCAP 3-3.4	déroge à	l'article 10 CCAG-PI
§CCAP 4.2	déroge à	l'article 14 du CCAG-PI
§CCAP 7-1-2	déroge à	l'article 29.3 du CCAG-PI
§CCAP 7-1.4	déroge à	l'article 29.2.1 du CCAG-PI
§CCAP 7-2	déroge à	l'article 30 du CCAG-PI
§CCAP 8	déroge à	l'article 39.2 du CCAG-PI